

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n° de dépôt : **A2002/022490**
n° de gestion : **2002B03251**
n° SIREN : **443 867 064 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 28/10/2002 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

LYON PRESENCE société à responsabilité limitée

23 rue Jules Vallès 69100 Villeurbanne -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :
statuts constitutifs (2 exemplaires)

Concernant les événements RCS suivants :
constitution d'une société commerciale par création

LYON PRESENCE

Société à responsabilité limitée au capital de 7 700 Euros.

Siège social : 23 Rue Jules Vallès, 69100 VILLEURBANNE

Les soussignés :

M. Christophe BACLE, né le 20 février 1977 à Saint Cyr L'Ecole, 78
Domicilié à 27 Rue Frédéric Fays, 69100 VILLEURBANNE

Société France PRESENCE Service, S.A.R.L. au capital de 7 700 Euros
Numéro Siret : 430 424 010 00014, code APE 930N
Dont le siège social se situe : 12 rue de Buisson Rond, 73000 BARBERAZ
Représenté par son gérant,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement acquérir la qualité d'associé.

Statuts

Article 1er. La société est à responsabilité limitée.

Article 2. La société a pour objet la prestation de tous services et toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières visant à favoriser le bien être de toutes personnes physiques ou morales.

Article 3. Sa dénomination est "LYON PRESENCE"

Article 4. Le siège social est fixé 23 Rue Jules Vallès, 69100 VILLEURBANNE

Article 5. La société prendra fin le 1 janvier 2101 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. Les comparants font apport à la société :

M BACLE Christophe : 3 773 Euros.

Société FRANCE PRESENCE Services de : 3 927 Euros.

Total des apports formant le capital social: 7 700 Euros

Laquelle somme a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la Société Générale, 27 place Grandclement, 69100 VILLEURBANNE ainsi qu'il en est justifié au moyen de l'attestation délivrée par la banque.

Article 7. Le capital social est fixé à la somme de 7 700 Euros. Il est divisé en 100 parts sociales de 77 Euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux dans la proportion de leurs apports respectifs, à savoir:

- à M Christophe BACLE à concurrence de 49 parts numéros 1 à 49

- à la Société FRANCE PRESENCE Services à concurrence de 51 parts numéros 50 à 100

Total égal au nombre de parts composant le capital social 100 Parts

Article 8. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en un nombre inférieur à ce-lui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

Article 9. La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Article 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et librement cessibles entre conjoints et entre ascendants et descendants

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des Parts sociales

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

Le nombre de candidats récusés pour le rachat des parts est toutefois limité à trois, après quoi les associés sont tenus au rachat des parts du cédant dans les mêmes conditions et dans un délai qui n'excède pas un an à dater du dernier refus constaté.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises au conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'acquisition de l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Lors de la délibération sur l'agrément ou l'acceptation, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Article 11. Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

Article 12. La société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

Article 13. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans limitation de la durée de leur mandat. Les gérants autres que les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le premier gérant de la société est M Christophe BACLE.

Article 14. Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 15. Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée. Toutes les autres décisions collectives, provoquées à l'initiative de la gérance ou du commissaire aux comptes, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

Article 16. Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 17. Chaque année, il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé. Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

Article 18. Les modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Article 19. Dans les assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants représentés sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Article 20. Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux.

Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport de gestion ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour mettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé, qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles. Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 17 à 20 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Article 21. Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2003.

Article 22. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine sur proposition de la gérance toutes sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non-gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 23. A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 24. Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de la liquidation soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social. A cet effet, en cas de contestations: tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu de siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

Article 25. Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de ses suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 26. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait en cinq exemplaires

A Villeurbanne le 13/09/2002

Signature
M BACLE Christophe



Signature
Pour le compte de la
Société FRANCE PRESENCE,
le Gérant, M JOURDAIN Flavien



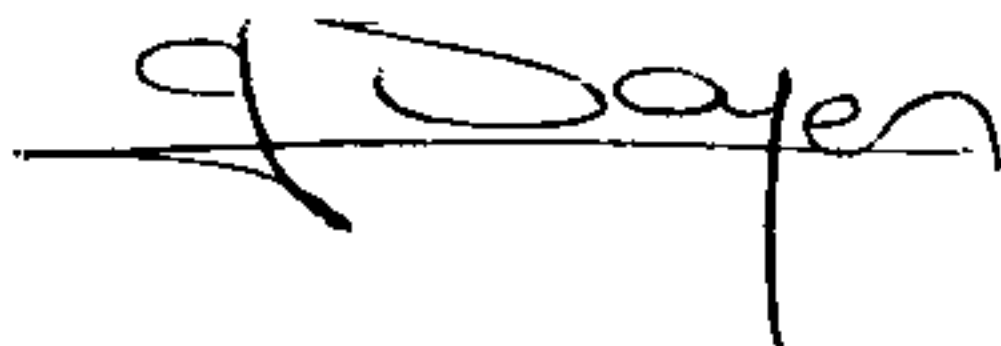
Enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS VILLEURBANNE
SUD

Le 13/09/2002 Bordereau n°2002/267 Case n°1

Ext 759

Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro
L'Agent





GROUPE DE LYON SUD-EST

CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS

**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
EN FORMATION**

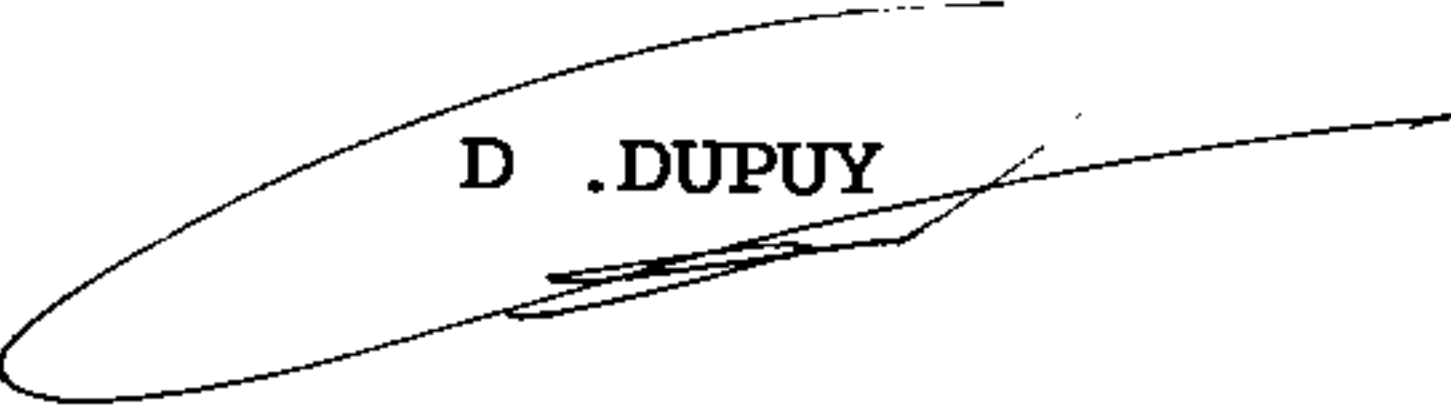
La SOCIETE GENERALE, Société Anonyme au capital de 537 239 025 EUROS
, dont le siège est à PARIS 9ème, 29 Bld Haussmann, ayant pour
numéro unique d'identification 522 120 222 RCS PARIS, Agence de
LYON SUD EST,

Certifie avoir reçu en dépôt la somme de 7700 EUROS
(SEPT MILLE SEPT CENTS EUROS), au titre de la libération du
capital en numéraire de
la société à responsabilité limitée en formation au capital de
7700 EUROS "LYON PRESENCE" ayant son siège social 23 Rue Jules
VALLES, 69100 VILLEURBANNE .

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et
réglementaires.

A Villeurbanne ,le 03/09/2002

**L'ADJOINT DU RESPONSABLE DU SECRETARIAT
CLIENTELE PROFESSIONNELLE**


D .DUPUY

AGENCES RATTACHÉES :

- | | | | | |
|--------------------|------------------------|---------------------------------|----------------------------|--------------------|
| • BRON ÉGLISE | • SAINT-BONNET-DE-MURE | • VILLEURBANNE CHARPENNES | • VILLEURBANNE GRATTE CIEL | • ROUSSILLON CITÉS |
| • BRON MAIRIE | • SAINT-PRIEST | • VILLEURBANNE CHÂTEAU GAILLARD | • BOURGOIN JALLIEU | • CHASSE-SUR-RHÔNE |
| • CHASSIEU | • SAINT-FONS | • VILLEURBANNE CITÉ | • LA TOUR DU PIN | • PONT ÉVÊQUE |
| • DÉCINES CHARPIEU | • VAULX EN VELIN | • VILLEURBANNE CUSSET | • LA VERPILLIÈRE | • VIENNE |
| • MEYZIEU | • VÉNISSIEUX | • VILLEURBANNE GRANDCLÉMENT | • LE PÉAGE DE ROUSSILLON | • VIENNE ESTRESSIN |
| • MIONS | | | | |